

Le secteur public, loin des clichés

La fonction publique doit encore aujourd'hui faire face à de solides stéréotypes. Infrastructures vieillottes, lenteurs administratives et travail inintéressant collent encore à la peau du secteur. Pourtant, l'administration publique tente de s'intégrer aujourd'hui dans une dynamique nouvelle, bien décidée à se défaire de son image pas toujours appréciée.

C'est probablement l'un des secteurs où les clichés, pas franchement réjouissants, circulent le plus. Car si les mentalités évoluent, les stéréotypes sur la fonction publique demeurent toujours, notamment auprès des plus jeunes. « Nous n'avons pas fait d'enquête d'image du SPF Finances auprès des jeunes en particulier, mais nous voyons que les préjugés restent présents », explique la porte-parole. Une réalité que l'on ressent également du côté wallon. « J'ai déjà pu discuter avec un jeune qui pensait que, dans l'administration, les gens passaient leur temps à mettre des tampons sur des feuilles. On est très loin aujourd'hui », souligne Nicolas Yernaux, porte-parole du SPW.

Le bilinguisme est apprécié mais pas nécessaire

Si le service public souffre tant d'un désamour, cela s'explique sans doute par une importante mésinformation sur la réalité des administrations. Afin de modifier les mentalités, les différents services publics cherchent donc à faire changer les choses. « Par exemple, une partie des jeunes est persuadée que pour postuler au niveau fédéral, le bilinguisme est indispensable. C'est évidemment un plus, mais ce n'est clairement pas obligatoire », explique Aurélie Damster, porte-parole du Selor. La méconnaissance ne s'arrête pas là, notamment au niveau de la flexibilité. « Aujourd'hui le télétravail fait, par exemple, bien partie de l'organisation. Cela se fait au cas par cas évidemment. Mais, par exemple, les traducteurs peuvent facilement travailler de chez eux », explique encore le porte-parole du SPW.

Pour s'adresser aux jeunes, les canaux sont multiples. Les administrations se connectent sur les réseaux sociaux mais favorisent aussi beaucoup le contact direct, par le biais des salons de l'emploi. « C'est précisément en rencontrant les jeunes que nous leur montrons que la réalité est autre. Les stages en entreprises contribuent aussi grandement à ce changement d'image », explique Florence Angelici, responsable de la communication au SPF Finances. Et la curiosité des étudiants est bien réelle, comme peut régulièrement le constater Selor, qui se charge du recrutement pour les emplois dans l'administration fédérale. « Nous nous rendons très régulièrement à des bourses d'emplois et job days. Nous constatons que notre stand ne désemplit pas et que les jeunes sont vraiment intéressés et posent beaucoup de questions », explique Aurélie Damster, porte-parole de Selor. Le recruteur utilise d'ailleurs le Fédéral Truck, un bus qui sillonne les campus universitaires à la rencontre des étudiants.

Encore des efforts à faire

Les chiffres montrent néanmoins qu'il reste encore des efforts à faire, notamment au niveau de la pyramide d'âge des travailleurs. Avec une moyenne d'âge de 47 ans, le service public wallon n'est plus à sa première jeunesse et sera très prochainement confronté à un besoin important de renouvellement de son personnel. « Il est clair que la tranche d'âge des 45-55 ans est fort représentée. On ne se cache donc pas qu'il va falloir rajeunir nos effectifs. Mais nous n'avons pas d'inquiétudes à ce niveau, c'est une situation qui a été planifiée et cela se fera de manière assez naturelle, par vagues de recrutements », explique Nicolas Yernaux. Un rajeunissement qui devra également se faire du côté du fédéral. Néanmoins, du côté du SPF Finance, le recrutement d'un personnel plus jeune ne pose pas vraiment de problème. « En 2016, nous avons engagé 935 personnes, 56 % ont entre 18 et 29 ans. La moyenne d'âge sur l'année est de 31 ans », explique la porte-parole.

Des profils variés

Les qualifications recherchées par les administrations sont nombreuses, de la personne sans le moindre diplôme au niveau universitaire. Toutefois, certains profils très demandés sont davantage

recherchés. « Le passage au numérique nécessite l'appui de beaucoup d'informaticiens. Nous recherchons aussi pas mal d'ingénieurs », continue le porte-parole du SPW. La sixième réforme de l'Etat et la réorganisation des compétences ont permis de voir émerger de plus en plus de métiers. Cela va de l'environnement, à la lutte contre le surendettement. Et si la concurrence est rude, la large étendue des infrastructures est un atout pour attirer les nouvelles recrues. « Par exemple, pour les métiers d'ingénieurs, nous gérons des centaines de kilomètres de routes, de voies navigables, de nombreuses écluses, viaducs... Soit autant de projets différents stimulants », explique le porte-parole wallon. Quelques formations plus inattendues sont également demandées. « On a effectivement des métiers de niches, comme des scaphandriers qui s'occupent de la maintenance des écluses, poursuit le porte-parole. Et quand on les voit plonger en plein milieu de l'hiver pour aller faire un entretien, on se dit qu'on est loin de l'image du fonctionnaire pantoufflard », conclut Nicolas Yernaux.

De l'autre côté du cliché

En mai dernier, le département de communication du SPW a proposé une expo au titre explicite « De l'autre côté du cliché ». Par le biais de photos, elle avait pour vocation de montrer le quotidien des fonctionnaires de l'administration wallonne. Pour pousser l'expérience jusqu'au bout, le département de communication a fait appel à des étudiants en photographie de l'école namuroise Iata âgés de 17 à 20 ans, ayant eux-mêmes pas toujours une image très reluisante du métier de fonctionnaire. « J'avais une vision très négative de leur

métier, mais finalement j'ai pu constater que c'étaient des gens qui travaillaient beaucoup, qui étaient acharnés et passionnés, explique l'un d'eux dans une vidéo making of. Le chemin parcouru par ces jeunes dans leur perception de notre administration était très intéressant. Au final, on se rend compte que lorsqu'on met le pied dans le quotidien du service public et qu'on s'intéresse un minimum, les clichés tombent très vite », souligne le porte-parole. Les 39 photos de l'expo sont toujours visibles sur le site wallonie.be. ::

ARNAUD MARTIN

Les moins de 30 ans sont très largement sous-représentés

L'administration publique souffre-t-elle vraiment d'un manque de popularité auprès des plus jeunes ? Cette question, l'Iweps, l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, se l'est posée dans un rapport publié en mars 2015.

Les données réunies par l'Iweps sur l'emploi public en Wallonie et en Fédération Wallonie-Bruxelles font clairement appa-

raître une structure déséquilibrée dans l'administration wallonne.

Les moins de trente ans sont largement moins représentés que les tranches d'âges plus âgées. Le constat est d'ailleurs assez impressionnant : sur environ 17.000 fonctionnaires wallons, ils étaient moins de 1.500 à être âgés de moins de 30 ans en 2012, soit moins de 7 % des effectifs du secteur public. Le déficit est donc important car les moins de 30 ans représentent 19 % de la population active occupée. Cette sous-représentation a évidemment pour consé-

quence naturelle de voir d'autres tranches d'âge largement plus représentées que la moyenne. Les plus de 50 ans représentent ainsi 37 % des effectifs wallons alors que dans la population active occupée, ils ne sont que 27 %. L'Iweps constate également un déséquilibre plus marqué au sein des services publics wallon que dans les organismes d'intérêts publics comme le Forem ou la Commission wallonne pour l'Energie.

L'Iweps a bien conscience de cette réalité, qui aura des conséquences sur les an-

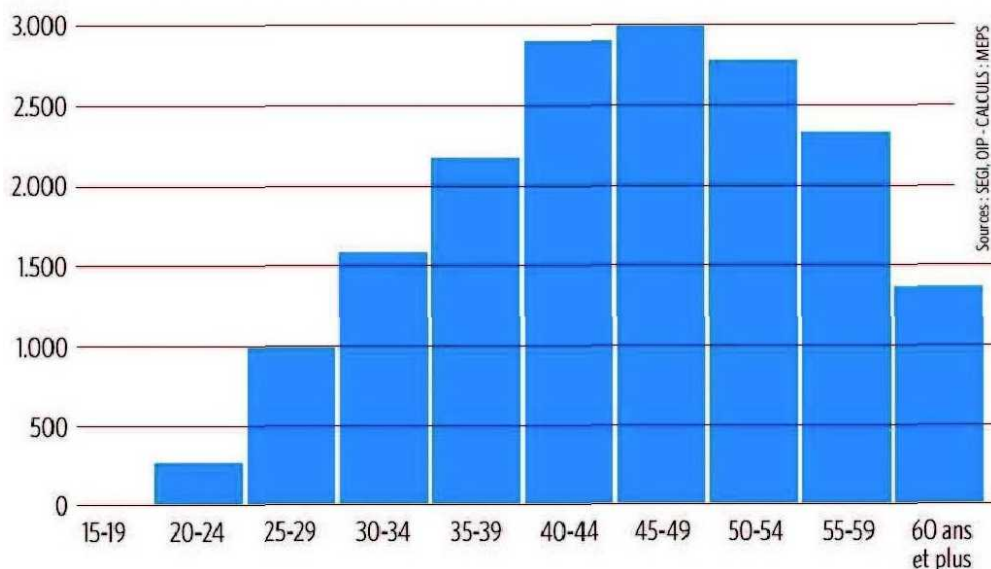
nées à venir. L'institut précise d'ailleurs dans son rapport que les données

« mettent en évidence l'un des enjeux à moyen terme de la fonction publique régionale en Wallonie ». Et le travail sera impressionnant puisque 40 % des effectifs du SPW devront ainsi être renouvelés avant 2027. Néanmoins, une évolution positive dans le rajeunissement de l'effectif est à souligner entre 2009 et 2012 avec « une augmentation de la proportion des moins de 35 ans »::

A.M.

Répartition par âge des effectifs des administrations régionales

Année 2012



Être vétérinaire pour l'Etat

Les célèbres SPF et SPW ne sont pas les seuls à recruter dans l'administration publique. D'autres agences ont également besoin régulièrement de nouveaux collaborateurs. C'est par exemple le cas de l'Afsca, à la recherche de profils scientifiques.

Le service public est un important recruteur dans les domaines des sciences sociales en embauchant régulièrement des juristes et autres économistes. Mais les scientifiques « purs » peuvent également trouver leur bonheur dans l'administration publique, notamment via l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (Afsca), qui recherche régulièrement de nouveaux collaborateurs. « Justement, nous recherchons actuellement pour la partie francophone un expert en évaluation

des risques chimiques et un vétérinaire pour travailler en laboratoire », explique Jean-Sébastien Walhin, le porte-parole de l'agence fédérale.

Spécialisée dans le contrôle alimentaire, l'Afsca a besoin de nombreux profils variés. Aussi bien de niveau universitaire que graduat, l'Agence s'intéresse à presque tous les métiers de la science. « On a besoin de vétérinaires, bio-ingénieurs, ingénieurs industriels chimistes ou agronomes, biologistes, chimistes... », énumère Jean Sébastien Walhin, lui-même bio-ingénieur de formation. Et malgré une industrie scientifique wallonne plutôt florissante, l'Afsca explique ne pas avoir de difficulté à recruter de nouveaux collaborateurs. « Nous avons une bonne visibilité auprès des vétérinaires car, du côté francophone, un stage à l'Afsca est prévu dans leur cursus. Certains vétérinaires, à la sortie de l'université ou après avoir pratiqué, sont également

intéressés par une fonction d'inspecteur. Les autres profils scientifiques nous connaissent également assez bien », explique encore le porte-parole qui reconnaît toutefois avoir plus de difficultés à engager... des informaticiens.

L'intérêt est d'ailleurs assez large auprès des jeunes. L'agence annonce ainsi que les trois quarts des nouveaux engagés pour cette année avaient moins de 30 ans. Les stages proposés au sein de l'agence sont également visiblement appréciés « L'offre est nettement inférieure à la demande. Nous ne pouvons donc donner suite favorable qu'à une partie des demandes de stage. Nous accueillons en priorité les étudiants de dernière année susceptibles de postuler par la suite à l'Afsca et dont le projet académique est le plus en lien avec nos activités. » Les étudiants doivent néanmoins ensuite passer par la procédure classique pour espérer être engagés.::

A.M.